

Nous, 30 personnels enseignants des écoles de Toulouse, Labarthe/Lèze, Montastruc, St Félix Lauragais, Pibrac, Montberon, Castelginest, Blagnac, Muret, Bruguières, Plaisance du Touch, réunis le 6 mai 2020 avec le SNUDI-FO :



- considérons que la décision de rouvrir les écoles et les établissements à partir du 11 mai est irresponsable, dangereuse, impossible. L'Ordre des médecins dénonce dans ce choix « un manque absolu de logique », qui ne pourra qu'aggraver l'épidémie. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) préconise la mise en place du dépistage systématique pour sortir de la crise sanitaire. Déjà actuellement avec un nombre réduit d'élèves, l'accueil des enfants des personnels indispensables à la gestion de la crise n'est pas effectué dans des conditions qui garantissent la santé et la sécurité.

- considérons que le protocole ministériel de réouverture des écoles n'est pas applicable. Les gestes barrières et les distances de sécurité ne peuvent pas être respectés dans les classes, en récréation, à la cantine, à l'entrée de l'école, dans les transports scolaires... Ce protocole ou ses tentatives de déclinaisons locales engagent la responsabilité des enseignants.

- considérons que de l'accueil échelonné des groupes d'élèves, au lavage des mains plusieurs fois par jour, en passant par la surveillance permanente des élèves pour tenter de faire respecter les gestes barrières, nous ne serons pas en mesure d'effectuer la moindre activité d'enseignement.

- considérons que les dispositifs proposés par le ministre déclinés au niveau territorial par les collectivités n'ont rien à voir avec les missions des personnels de l'Education nationale fonctionnaires d'Etat. Les enseignants veulent leur respect de leurs missions. Ils veulent enseigner !

- avons pris connaissance des avis du CHSCT ministériel et CHSCT académique votés par FO et FSU qui indiquent : *“ Le CHSCT demande un dépistage généralisé aux personnels et aux élèves comme préalable à toute reprise d'activité. ”*

En conséquence, nous considérons que sans dépistage généralisé, sans les mesures de protection nécessaires (masques FFP, gel en quantité...), toute reprise est inacceptable.

Nous refusons que l'école soit transformée en garderie au mépris des garanties sanitaires, de toutes les règles statutaires et des conditions de travail !

Nous exigeons des préalables à toute reprise d'activité :

- **Le dépistage systématique de tous les personnels et des élèves ;**
- **La mise en œuvre de toutes les mesures de protection nécessaires (équipements de protection à hauteur des besoins, désinfection totale des locaux...);**
- **Le respect des règles statutaires de fonctionnement de l'école de la République.**

Nous diffusons cette motion, nous invitons tous les collègues à prendre des positions similaires dans leurs écoles et à les faire connaître.

Nous invitons tous les personnels à signer massivement la pétition nationale proposée par la FNEC FP-FO.